

Interview avec Son Excellence Zakiyatou Ouallett Halatine (partie 1/2)

Mercredi, 28 Mars 2012 Écrit Par Mohamed Hamada El-Ansari



Nous avons l'honneur de présenter à nos lecteurs une brillante interview de Son Excellence Zakiyatou Oualett Halatine conduite par Mohamed Hamada El-Ansari il y a deux semaines. Dans cette première partie, Son Excellence Zakiyatou Ouallett Halatine revient sur les droits de l'homme qui ont été bafoués depuis 1960 dans l'Azawad et note clairement la différence et l'imcompréhension entre l'Azawad et le reste du Mali qui ont cohabité à cause d'une simple décision du colonisateur Français. Elle aborde les négociations passées avec le Mali sous l'égide de l'Algérie et la position de certains cadres Azawadiens de Bamako (capitale du Mali) pris entre le marteau et l'enclume.

Mohamed Hamada El-Ansari: D'abord nous aimons savoir qui est la militante des droits humains

Son Excellence Zakiyatou Oualett Halatine: Droits humains? Je défends ma cause: ma maison, mon bureau, les maisons de mes enfants et celles de plusieurs autres Touaregs, ont été pillées et vandalisées par des compatriotes de tous bords : civils, militaires, sans raison, L'Etat ne m'a apporté aucun soutien et à ce que je sache aucune personne n'a été appréhendée. Déjà dans les années 90, beaucoup de mes proches ont été victimes de la même mise en scène, avec mort d'hommes, femmes et enfants.

Je suis née à la veille de l'indépendance du Mali, dans la région de Tin-Buktu. Diplômée de 3eme cycle. Mariée, mère de 5 enfants, j'ai occupé des postes divers au sein de l'administration du Mali et dans des organisations multilatérales et bilatérales. Les dernières dix années, j'ai créé et dirigé une structure privée qui aidait à la création et développement de PME.

Mohamed Hamada El-Ansari: Comment a explosé ce malaise social des

Azawadis en conflit armé?

S.E.Z.O.H.: Ce problème, le Président Malien Amadou Toumani Touré affirme qu'il "a existé avant moi, existe sous moi et mes enfants auront à le gérer". Cette citation de l'actuel président malien [interview réalisée il y a deux semaines avant le coup d'état du CNRDRE, NDLR] ne laisse aucun espoir sur la volonté de vivre ensemble, à elle seule, elle démontre à suffisance que le problème a été mal, voire très mal géré. Le Président Touré reconnaît l'incapacité de l'Etat malien à gérer adéquatement une tranche de sa population.

Rappelons que le colonisateur a regroupé sous l'appellation "Soudan Français" (le futur Mali) des entités socio-politiques indépendantes les unes des autres et en a fait par la force un état. La France a ensuite accordé l'indépendance à cet ensemble sans prendre en compte le fait que la force du colonisateur en était le seul ciment au plan politique. Depuis l'indépendance, la partie nord du pays n'a donc connu qu'exactions, rébellions des populations touarègues et maures, représailles contre ces peuples, et exil vers d'autres pays.

Pendant que les gens de l'Azawad criaient leur peines (faim, exactions, sous-développement, l'illettrisme, etc), le Mali lui criait: révolte, nomades qui ne veulent pas être gérés par les gens du Sud du Mali et qu'il faut mater avec plusieurs stratégies: les placer sous administration militaire, les diviser toujours et les séparer du reste de la population malienne, les laisser mourir de faim pendant les sécheresses, leur apporter aussi peu de services que possible (santé, éducation, routes, etc.), les exterminer à l'occasion de toute insurrection elle-même réponse aux multiples exactions et humiliations, les stigmatiser aux yeux de la communauté internationale.

C'est comme si l'Azawad et le Mali se côtoyaient pendant 50 ans sans s'entendre!

Mohamed Hamada El-Ansari: Quelles sont les résolutions et accords entre le Mali et l'Azawad?

S.E.Z.O.H.: Plusieurs accords ont semble-t-il été signés. Les gens de l'Azawad dénoncent la non-application de ces accords par le Mali et le Mali parle de la sempiternelle insatisfaction des gens de l'Azawad.

Mais sur le terrain rien ne change: mauvaise gouvernance, sous-développement, famines, manque de services les plus élémentaires, exactions, massacres et pogroms entraînant exode massif et rébellions récurrentes sans qu'aucun des auteurs ni des commanditaires de massacres ne soit jamais traduit devant la justice malienne ou dénoncé par la classe politique malienne.

Mohamed Hamada El-Ansari: Quels sont les derniers développements dans Azawad?

S.E.Z.O.H.: C'est un énième lot d'exactions et d'exil, avec un Mali déterminé à

étouffer par les exactions toute velléité d'indignation ou de protestation, au mépris de tous les droits, des combats sur le terrain, des réfugiés qui affluent dans tous les pays limitrophes du Mali.

Mohamed Hamada El-Ansari:Quelle est la réalité de la situation dans le nord du Mali?

S.E.Z.O.H.: Nous voyons énormément d'exactions et pillages du Mali sur les populations civiles de l'Azawad, environ 170,000 déplacés et réfugiés dans les pays voisins du Mali, qui s'ajoutent aux anciennes générations de réfugiés (de 1963 et 1991) jamais retournées dans l'Azawad. En outre l'année est très mauvaise dans tout le Sahel: déficit de pâturages, pénurie et cherté des céréales, Il s'agit d'une situation extrêmement difficile.

Il faut vraiment secourir les gens!!

C'est simplement un dépeuplement de l'Azawad accompagné par un peuplement par les gens venant du Sud. Un ancien haut fonctionnaire du Mali, à qui j'ai demandé comment il voyait la solution m'a dit:

"Il faut déplacer les gens du Sud au Nord et, les gens du Nord au Sud".

Ce schéma est indigne d'un intellectuel car, il suppose que les gens d'horizons différents sont incapables de se comprendre et de vivre ensemble. Dépeuplement, peuplement et assimilation forcée, des «solutions» que le monde a déjà connu sous d'autres cieux, et nous savons où cela a mené.

Les auteurs et instigateurs de tels schémas ne réalisent même pas que de tels schémas sont des crimes pour lesquels ils devraient répondre.

Face à une population qui ignore ses droits, tous les scénarios, qui ne sont même pas acceptés pour des animaux, sont appliqués: Les populations du Mali sont transformées en bourreaux de leurs voisins et ceci n'interpelle pas les consciences maliennes!

Je suis désolée pour ce pays que j'ai tant aimé. Nous les civils avons l'impression que l'on se moque de nous et l'Etat fait fi de nos souffrances. Il a un agenda qu'il veut réaliser, même sur les dépouilles de ses citoyens Touaregs.

Mohamed Hamada El-Ansari:Est-ce que la coopération militaire entre le Mali et l'Algérie peut affecter la révolution d'Azawad?

S.E.Z.O.H.: Je pense que l'Algérie, par sa situation géographique, est interpellée dans la non-résolution de ce conflit. Elle aurait dû, depuis les premières exactions sur les civils, puisqu'elles en a reçu des milliers sur son sol, par solidarité à ses propres populations amazighs du sud, peser de tout son poids pour trouver une solution équitable et surtout faire un suivi rigoureux de l'application des accords qu'elle a elle-même parrainés.

Mohamed Hamada El-Ansari:7- Participez-vous aux négociations demandées

par l'Algérie pour résoudre les problèmes

Je pense que la Société civile et les représentants des victimes depuis 50 ans ont leurs mot à dire. Négociations ou pas, nous devons dénoncer les exactions.

Mohamed Hamada El-Ansari: Comment expliquez-vous la contradiction entre les positions des rebelles d'Azawad dans ce conflit et celles de Touareg à Bamako?

S.E.Z.O.H.: Nous, les civils nous sommes extenués et martyrisés par les exactions sans justice qui pèsent sur chacun de nous, proches ou citoyens anonymes. Le pire, c'est que le Mali a fait de nous ses témoins et à cause de cela nous ne devons pas nous taire désormais sur ses massacres, autrement nous serons des complices; les états doivent interpeller le Mali sur ses actes. La position de ces Touaregs est celle du désespoir: la résignation s'est avérée inutile.

S'agissant des Touaregs de Bamako, il faut savoir que se positionner contre les discriminations faites aux Touaregs, ou en faveur de la liberté fait peser des soupçons de la part de l'Etat du Mali sur ceux qui pensent ainsi et leur fait perdre tous droits (avantages, postes auxquels tout citoyen à droit malgré son opinion politique).

Cette opinion ne pouvant être exprimée librement au Mali. C'est aussi cela qui leur fait peur. Dans les salons et en privé, les gens vous parleront de tout cela, mais diront le contraire une fois devant les médias et les autorités maliennes. Cela se comprend et chacun a ses raisons, qu'il faut respecter.

Autrement, les Maliens et l'Etat malien devront accepter que tout homme touché par des exactions du nord ou du sud, Touareg ou Sénoufo, ne peut accepter ce sort indigne. J'en veux pour preuve: la révolte des Maliens un certain 26 mars 1991, et, avant cela en 1968 quand l'armée Malienne destitua Modibo Keita. Lorsque cela sera réellement admis, notamment par la classe politique, tout devient possible.

... A suivre sur Toumast Press pour la Partie 2/2 ...

Propos recueillis par **Mohamed Hamada El-Ansari**